

MAIRIE DE
VILLETTE D'ANTHON

38280

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille seize

Le : sept décembre à 20h30

Le Conseil Municipal de la commune de VILLETTE D'ANTHON dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Daniel BERETTA, Maire,

Date de la convocation du conseil municipal : 25 novembre 2016

En exercice : 27
Présents : 20
Pouvoirs : 7
Pour : 27
Contre :
Abstentions :

PRÉSENTS : M. BERETTA Daniel, Maire – M. BOSSY Claude –
Mme AUDIE Danielle – Mme BOUVIER Mireille – M. MEUGNIER
Daniel – Mme PONCET Joëlle – Mme NEYRET Geneviève – Mme
VIAU Christane – Mme COLLACHE Brigitte – M. CHAUDET
Georges – M. FOURGEOIS Pierre – Mme JOURJON Marie-
Françoise – Mme GICQUEL Corinne – Mme SABATIER Corinne –
Mme MENEAU-ROUFFIGNAC Muriel – Mme MARCADAS
Myriam – Mme CHENU Stéphanie – M. CHETIBI Rachid – M.
BLANC Jean-Charles – M. DREVON David

EXCUSÉS :

M. BLANC Pascal, M. GINDRE Bruno, M. NGUYEN Gilbert, M.
DELAS Serge, Mme BON Dominique, M. DURELLI Nicolas, M.
MURILLON Régis

POUVOIRS :

M. BLANC Pascal a donné pouvoir à Mme GICQUEL Corinne
M. GINDRE Bruno a donné pouvoir à M. MEUGNIER Daniel
M. N GUYEN Gilbert a donné pouvoir à M. BERETTA Daniel
M. DELAS Serge a donné pouvoir à Mme SABATIER Corinne
Mme BON Dominique a donné pouvoir à Mme NEYRET Geneviève
M. DURELLI Nicolas a donné pouvoir à M. BOSSY Claude
M. MURILLON Régis a donné pouvoir à M. BLANC Jean-Charles

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : a été nommé M. DREVON David

OBJET :

N° 2016-12-09

**MODIFICATION N°3
DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**

**DELIBERATION
PRESCRIVANT LA
MODIFICATION DU
RÈGLEMENT, ET DES
ORIENTATIONS
D'AMÉNAGEMENT ET DE
PROGRAMMATION DU
PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture

SOUS-PREFECTURE DE VIENNE

13 DEC. 2016

Publié ou Notifié

Le :

16 DEC. 2016



Le Maire

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-36 à L 153-48

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 2004 approuvant le Plan Local d'Urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 octobre 2007 approuvant la modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 février 2011 approuvant la révision simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 novembre 2012 approuvant la modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire rappelle que l'article L 153-36 du code de l'urbanisme indique que, sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation.

En application de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification dite de droit commun peut être utilisée lorsqu'elle a pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Monsieur le Maire expose les évolutions législatives liées notamment aux lois Grenelle de l'Environnement et ALUR.

Le degré d'intégration dans le document d'urbanisme des objectifs du développement durable prévus par les lois GRENELLE doit être expertisé, notamment au regard des thématiques suivantes :

- la limitation de la consommation des espaces et la préservation des ressources du sous-sol,
- la prise en compte du changement climatique par la réduction des gaz à effet de serre, des consommations d'énergie, la production d'énergie à partir de ressources locales et des dispositifs bioclimatiques,
- la protection de la ressource en eau et la prévention des inondations,
- la protection des milieux naturels et la restauration des continuités écologiques,
- la préservation de la qualité de l'air et la réduction de l'émission de polluants atmosphériques,
- la mise en valeur des paysages, notamment les sites, milieux et paysages naturels, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation du centre urbain, la mise en valeur des entrées de ville,
- la prévention des nuisances et des pollutions, la limitation de la production de déchets,
- la diminution de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et technologiques,
- la mixité urbaine et sociale par la contribution à la répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ; la diminution des obligations de déplacement ; le développement des communications numériques ; les besoins en matière de commerces et de services.

La loi ALUR a profondément refondé les politiques d'aménagement à l'échelle nationale pour favoriser l'accès au logement et la densification des quartiers existants au détriment de la production de logements neufs sur des espaces naturels ou agricoles. Deux mesures phares qui impactent fortement le développement de la commune sont la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols et la surface minimale de terrain pour construire.

Ces évolutions réglementaires conjuguées à un changement des pratiques entraînent un développement des opérations de densification ponctuelles, notamment en tissu pavillonnaire.

Au vu des besoins d'évolution du document d'urbanisme identifiés, la modification du PLU devra atteindre les objectifs suivants :

- Les temporalités d'ouverture des zones à urbaniser pour maintenir une croissance de la population et une consommation d'espace compatible avec les préconisations du Grenelle de l'environnement, du SCoT et de la DTA.
- La prise en compte des problématiques d'assainissement
- Renforcer la mixité urbaine et sociale à l'échelle de la commune
- Préserver et améliorer la qualité paysagère tant pour les espaces urbanisés que pour les espaces agricoles ou naturels.
- Encadrer les évolutions des différents espaces urbanisés de la commune :
 - des terrains qui représentent un potentiel foncier non négligeable mais dont la mobilisation doit être maîtrisée par de nouvelles règles afin d'en préserver la qualité paysagère ou de limiter l'exposition aux nuisances.
 - l'évolution de la zone UA, dont la densification doit prendre en compte la morphologie spécifique caractérisée par des alignements bâtis le long de la voie et des jardins en arrière, tout en évitant la multiplication des débouchés le long des voies, notamment la route départementale.
 - La maîtrise des processus de densification de tissus pavillonnaires en zone UB : la mutualisation du foncier et la production d'opération d'ensemble favorisées par une plus grande flexibilité du règlement doivent s'accompagner de limitations des simples divisions parcellaires, plus préjudiciables à l'évolution de l'environnement urbain et à l'accès aux équipements.

Le règlement du PLU devra donc évoluer afin de s'adapter aux changements apportés par la loi, notamment la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols et afin de prendre en compte les besoins d'évolution du tissu bâti. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation seront également mobilisées pour appuyer les évolutions réglementaires.

De telles évolutions restent compatibles avec les grands axes inscrits dans le PADD. En effet, le développement de la commune doit permettre de renforcer le centre bourg mais aussi de diversifier l'offre de logement entre autres en permettant la mise sur le marché de lots à construire de tailles variées et en permettant la construction de petits collectifs principalement dans le centre.

La commune prévoit de se doter d'une carte des aléas naturels. Le règlement du PLU sera modifié afin de traduire les dispositions de ce document.

Monsieur le Maire indique que le projet de modification sera envoyé pour avis aux personnes publiques associées et fera l'objet d'une enquête publique avant son approbation par le conseil.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

DÉCIDE : de prescrire la modification n°3 du plan local d'urbanisme relative au règlement et aux orientations d'aménagement et de programmation du plan local d'urbanisme.

D'APPROUVER : les objectifs poursuivis suivant l'exposé des motifs présenté ci-dessus

PRECISE : que conformément aux dispositions de l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme la procédure de modification sera soumise à enquête publique avant son approbation.


AUTORISE : Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à cet effet.

DIT : que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une insertion dans un journal diffusé dans le département et d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune.

CHARGE : Monsieur le Maire, conformément à l'article L153-40 du Code de l'urbanisme, de transmettre la présente délibération à Monsieur le Sous Préfet et de la notifier aux personnes publiques associées.

Pour copie conforme

VILLETTE D'ANTHON, le 8 décembre 2016

Le Maire

Daniel BERETTA

